

NATIONS UNIES

Assemblée générale

CINQUANTE-TROISIÈME SESSION

Documents officiels

CINQUIÈME COMMISSION
66e séance
tenue le
mardi 13 juillet 1999
à 15 heures
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 66e SÉANCE

Président : M. ABELIAN (Arménie)

Président du Comité consultatif pour les questions
administratives et budgétaires : M. MSELLE

SOMMAIRE

POINT 118 DE L'ORDRE DU JOUR : BAREME DES QUOTES-PARTS POUR LA REPARTITION DES
DEPENSES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (suite)

QUESTIONS DIVERSES

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GÉNÉRALE
A/C.5/53/SR.66
5 octobre 1999
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

La séance est ouverte à 15 h 35.

POINT 118 DE L'ORDRE DU JOUR : BAREME DES QUOTES-PARTS POUR LA REPARTITION DES DEPENSES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (suite)

Lettres adressées au Président de la Cinquième Commission par le Président et le Président par intérim de l'Assemblée générale (A/C.5/53/64 et A/C.5/53/65)

1. M. AHOUNOU (Côte d'Ivoire) dit que sa délégation est profondément mécontente de l'approche suivie par le Président pour résoudre le problème posé par la demande du représentant permanent de la Géorgie tendant à obtenir une dérogation à l'Article 19 de la Charte des Nations Unies, qui figure dans le document A/C.5/53/65. De l'avis de la délégation ivoirienne, le Président n'a pas donné aux délégations d'instructions claires touchant les procédures à suivre lors des consultations officieuses qui ont eu lieu après la suspension de la séance précédente. Il semble qu'il se soit dégagé un consensus pour qu'il soit fait droit à la demande de la Géorgie, mais les délégations n'ont pas toutes été autorisées à participer aux discussions officieuses officieuses.

2. Le PRESIDENT insiste sur le fait qu'il n'a empêché aucun Etat Membre de participer aux discussions officieuses officieuses et étant donné qu'aucun consensus ne s'était en fait dégagé sur la demande, il n'a eu d'autre choix que de consulter les Etats Membres intéressés.

3. M. YUSUF (République-Unie de Tanzanie) souscrit aux vues exprimées par le représentant de la Côte d'Ivoire. Il importe que la Commission suive les procédures qu'elle a elle-même fixées. S'il n'est pas possible de parvenir à un consensus lors d'une séance formelle, la Commission peut tenir des consultations informelles en n'ayant recours à des discussions officieuses officieuses qu'en dernier ressort.

La séance, suspendue à 15 h 45, est reprise à 17 h 45.

Projet de résolution A/C.5/53/L.77

4. Le PRESIDENT, présentant le projet de résolution A/C.5/53/L.77, considère que la Commission souhaite adopter le projet de résolution.

5. Le projet de résolution A/C.5/53/L.77 est adopté.

Projet de résolution A/C.5/53/L.78 relatif à la demande de la Géorgie

6. Le PRESIDENT, présentant le projet de résolution A/C.5/53/L.78, considère que la Commission souhaite adopter le projet de résolution.

7. Le projet de résolution A/C.5/53/L.78 est adopté.

8. M. SAREVA (Finlande), expliquant la position de l'Union européenne, déclare que celle-ci exposera ses vues touchant le projet de résolution A/C.5/53/L.78 en séance plénière de l'Assemblée générale.

9. M. HERRERA (Mexique) souligne que toutes les demandes de dérogation au titre de l'Article 19 de la Charte des Nations Unies doivent être examinées sur

/...

la base de leurs mérites propres, au cas par cas. La délégation mexicaine espère qu'à l'avenir, les projets de résolution concernant les dérogations répondront à toutes les normes de procédure et de traduction applicables et que l'approche que vient d'adopter la Commission ne deviendra pas une pratique.

10. M. DVINIANINE (Fédération de Russie) déclare que sa délégation s'est associée au consensus par sympathie avec la difficile situation économique que traverse la Géorgie mais pense que tous les Etats Membres doivent respecter les règles de procédure établies.

11. Mme BUERGO-RODRIGUEZ (Cuba) fait savoir que sa délégation s'est associée au consensus touchant les deux projets de résolution à titre exceptionnel, en dépit du laxisme de la procédure suivie et du fait que les textes n'ont pas été traduits dans les autres langues officielles de l'Organisation. Pour ce qui est du projet de résolution A/C.5/53/L.78, elle réaffirme le rôle qui incombe à l'Assemblée générale et la nécessité pour le Comité des contributions d'examiner ces questions conformément à la procédure établie. Elle convient tout à fait qu'à l'avenir, les demandes de dérogation devront être examinées au cas par cas. La délégation cubaine regrette profondément que le Comité des contributions n'ait pas pu présenter une recommandation à la Cinquième Commission, ce qui aurait beaucoup facilité la tâche de cette dernière.

12. M. ARMITAGE (Australie), parlant également au nom du Canada et de la Nouvelle-Zélande, dit que les pays au nom desquels il parle ont éprouvé de sérieux doutes quant à la procédure qu'a suivie la Commission pour parvenir à sa décision et que c'est donc à contre-cœur qu'ils se sont associés au consensus. Comme M. Armitage l'a déjà dit, les demandes de dérogation au titre de l'Article 19 devraient être examinées par le Comité des contributions avant que l'Assemblée générale exerce son pouvoir de décision. Cet avis, qui n'a guère été appuyé à la Commission, repose sur la ferme conviction qu'il importe de sauvegarder l'Article 19 en tant que moyen efficace d'encourager les Etats à payer ponctuellement les contributions dont ils sont redevables. L'approche qu'a suivie la Commission ne fera que rendre plus difficile un examen juste et cohérent des futures demandes de dérogation. Il est regrettable aussi que le Comité des contributions n'ait pas pu donner d'avis à la Cinquième Commission. Lorsqu'ils demandent des dérogations, les Etats Membres ne doivent négliger aucun effort pour respecter les procédures des organes d'experts compétents. Enfin, la Cinquième Commission devrait étudier les moyens d'éviter de se trouver confrontée à ce genre de dilemme.

13. M. JARA (Chili) déclare que sa délégation a d'emblée été disposée à accorder une dérogation à la Géorgie et qu'elle s'est donc associée au consensus. Elle considère néanmoins qu'une telle mesure ne devrait être adoptée que par une décision de l'Assemblée générale sur l'avis du Comité des contributions à l'issue d'une réunion formelle de ce dernier. S'écarter de la procédure usuelle ne fait que saper le rôle du Comité des contributions. De l'avis de la délégation chilienne, le projet de résolution A/C.5/53/L.78 a été l'un des plus regrettables et les plus controversés jamais adoptés par la Cinquième Commission, eu égard en particulier à ses incidences futures.

14. M. PARK HAE-YUN (République de Corée) fait savoir que sa délégation s'est associée au consensus sur le projet de résolution A/C.5/53/L.78 en raison des circonstances difficiles que traverse la Géorgie. Elle regrette cependant que

/...

la Cinquième Commission, méconnaissant la procédure énoncée à l'article 160 du règlement intérieur de l'Assemblée générale, n'ait pas fondé sa décision sur une recommandation du Comité des contributions.

15. M. VOLSKI (Géorgie) déclare que sa délégation est profondément reconnaissante aux membres de la Commission de leur compréhension, laquelle en définitive a prévalu sur les doutes, pour justifiés qu'ils soient, qu'elles aient pu éprouver.

16. M. ODAGA-JALOMAYO (Ouganda), appuyé par M. YUSUF (République-Unie de Tanzanie), craint que l'adoption du projet de résolution n'ait érodé le rôle de l'Assemblée générale et de son organe d'experts, le Comité des contributions. En matière de dérogation, la délégation ougandaise a, par le passé, défendu la cause des pays connaissant des difficultés économiques et continuera de le faire, à condition que les procédures régulières soient suivies. La délégation ougandaise n'a pas voulu faire obstacle au consensus sur le projet de résolution A/C.5/53/L.78, mais c'est avec difficulté qu'elle s'y est associée. En particulier, le membre de phrase "compte tenu des vues exprimées par les Etats Membres", au paragraphe 2 du projet de résolution, lui cause des problèmes, car il est vague, risque d'induire en erreur et est dépourvu de sens. Tel est également le cas du membre de phrase "jusqu'à ce qu'elle ait pu prendre une décision définitive sur la question", au paragraphe 3, qui est tout aussi imprécis.

17. M. SIAL (Pakistan) déclare que sa délégation appuie sans réserve les deux projets de résolution étant donné que les cinq Etats Membres en question ne sont pas en mesure de payer par suite de circonstances qui échappent à leur volonté. Citant la deuxième phrase de l'Article 19 de la Charte des Nations Unies et la dernière phrase de l'article 160 du règlement intérieur de l'Assemblée générale, M. Sial fait valoir que l'adoption des projets de résolution ne porte atteinte ni aux prérogatives de l'Assemblée générale, ni au mandat du Comité des contributions. Il espère que, lorsqu'il examinera la demande de la Géorgie, le Comité des contributions tiendra compte des vues de la délégation pakistanaise.

18. M. SAHA (Inde) fait savoir que sa délégation s'est associée au consensus sur le projet de résolution A/C.5/53/L.78 en raison des réelles difficultés que traverse la Géorgie. Etant donné la souplesse dont ont fait preuve les membres de la Commission, M. Saha est certain que cette procédure, qui est censée aider les Etats Membres, pourra être suivie à titre prioritaire à la prochaine session de l'Assemblée générale.

QUESTIONS DIVERSES

19. Mme BUERGO-RODRIGUEZ (Cuba), appuyée par M. ODAGA-JALOMAYO (Ouganda), exprime sa préoccupation de la tendance à s'écarter des procédures établies de la Cinquième Commission en matière de prise de décision, consistant pour les Présidents des comités compétents de présenter les points de l'ordre du jour, après quoi ces derniers sont examinés en séances formelles et, si besoin est, informelles. La représentante de Cuba relève en particulier que l'on s'est écarté de la pratique usuelle dans le cas de la question du Timor oriental et dans celui de la demande de la Géorgie. Dans ce contexte, elle se demande si les Etats Membres ne devraient pas entreprendre une révision approfondie des méthodes de travail de la Cinquième Commission.

/...

20. Le PRESIDENT explique qu'il n'a nullement l'intention de modifier les méthodes de travail de la Commission. Il s'est écarté de la procédure standard dans le cas de la question du Timor oriental en raison de sa portée, de sa nature et de son caractère névralgique, mais pas dans celui des 17 autres opérations de maintien de la paix. S'agissant du projet de résolution relatif à la demande de la Géorgie, le Président aurait volontiers accédé à toutes les demandes tendant à ce que la question soit présentée par le Président du Comité des contributions ou à ce qu'une décision soit remise à une date ultérieure. Toutefois, de telles demandes auraient dû être formulées au début même des délibérations de la Cinquième Commission.

La séance est levée à 18 h 25.